

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F
 Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
 Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'euro sans Blair

LA Grande-Bretagne a abattu ses cartes. Le chancelier de l'échiquier, Gordon Brown, a défini, lundi 27 octobre, devant la Chambre des communes, ses options sur l'euro. Il y a une bonne nouvelle : le gouvernement travailliste donne son accord de principe pour la participation de la Grande-Bretagne à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) qui devra, toutefois, a rappelé Tony Blair, être soumise à référendum. Mais il y a une mauvaise nouvelle : son adhésion n'interviendra pas avant cinq, six, voire sept ans. En somme, M. Blair met un terme à des années de rhétorique conservatrice anti-européenne. Mais c'est pour enrober un choix pour le moins frileux sur la monnaie unique, à laquelle Londres n'entend donc pas se joindre avant le début du siècle prochain. La forme est euro-enthousiaste ; le fonds euro-prudent...

Le gouvernement conservateur de John Major faisait traîner les choses ; celui du travailliste Tony Blair repousse sa décision au troisième millénaire. Il dissimule de vraies préoccupations de politique intérieure derrière des considérations économiques. On aurait pu espérer d'un premier ministre encore auréolé d'un triomphe électoral sans précédent et précédé de la réputation d'un homme sachant effectuer des « choix difficiles » qu'il s'engage à convaincre ses concitoyens des bienfaits d'une adhésion plus rapide à l'euro.

Ce n'est pas la première fois que le Royaume-Uni rate le coche de l'Europe : Londres fut, au départ, hostile à la CECA (Communauté

européenne du charbon et de l'acier), puis au traité de Rome (fondateur de la CEE). Cette fois encore, le prix risque d'en être lourd. Pour les milieux économiques et financiers britanniques d'abord, qui voient d'un mauvais œil le fait de ne pas être dans le premier train de l'euro. Pour le poids politique de la Grande-Bretagne au sein de l'Europe, ensuite. Faute d'être pleinement dans l'UEM, les Britanniques seront moins bien placés pour faire partager leurs vues non seulement en matière économique mais, au-delà, sur tous les grands défis auxquels l'Europe va se trouver confrontée – sur le modèle social européen, sur l'élargissement de l'Union tout autant que sur la sécurité ou la politique étrangère.

Comment M. Blair, qui se voit en leader européen, pourra-t-il réaliser ses ambitions s'il reste aux marches de la zone euro ? Son pays va être absent des deux nouveaux lieux de pouvoir au sein de l'Union, les lieux où se prendront les vraies décisions dans le domaine économique et financier et où ne figureront que les pays participant à la troisième phase de l'UEM : la future Banque centrale européenne et le Conseil de l'euro. En marge d'une UEM qui influera au quotidien sur la vie de chacun des pays de l'Union, la Grande-Bretagne pourrait se voir transformée en spectateur frustré. Et M. Blair pourrait devoir renoncer à son ambition de leadership en Europe. C'est dommage non seulement pour le Royaume-Uni, mais pour l'Europe, qui, en quelques mois de gouvernement Blair, a pu apprécier la qualité de la contribution britannique.